

# IL NE PRÉSENTERA PAS DE PROGRAMME AU PARLEMENT

## Premier Conseil du gouvernement

### Ouyahia ce samedi

**Le chef du gouvernement fraîchement rappelé, Ahmed Ouyahia, a convoqué une réunion du Conseil du gouvernement pour samedi prochain, nous confie une source bien informée. Une réunion où il sera question «de faire le point» avant le grand départ.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Vingt-cinq mois après, Ouyahia fera ainsi face quasiment à la même équipe qu'il avait laissée au bout d'un printemps 2006 particulièrement cauchemardesque. Frappé de disgrâce et décrété persona non grata par le palais d'El-Mouradia, le patron du RND reprendra, donc, les rênes d'un gouvernement dont la mission a été négociée, selon notre source, autour de trois points fondamentaux : «Préparer le terrain à la révision constitutionnelle, assurer la réélection de Bouteflika en 2009 et imaginer un plan pour relancer l'économie.» C'est, en

fait, un programme de campagne électorale que l'on a confié à celui qui avait déjà accompli la même mission en 2004. «Pour la réunion de samedi prochain, aucun ordre du jour n'a été arrêté», précise notre source. «Il s'agit tout simplement de la première réunion du Conseil du gouvernement.»

Cette phrase, a priori à cataloguer dans le chapitre de la langue de bois, est en fait introductrice à ce qui a été convenu : Ouyahia présidera un gouvernement qui «travaillera dans la continuité», comme il le disait lui-même lundi dernier lors de la cérémonie de passation de consignes avec

Abdelaziz Belkhadem. Autrement dit, et comme nous le confirme notre source, Ouyahia ne présentera pas de nouveau programme de gouvernement, ni ne se rendra au Parlement comme lors de ses deux derniers passages à la tête de l'exécutif. Le président est intransigeant sur ce point : «Un chef du gouvernement n'est là que pour appliquer son propre programme plébiscité par le peuple et qui n'est donc plus sujet à débat». Cela en dépit des dispositions constitutionnelles ? Le président n'a jamais caché son hostilité envers ces carences dans la Constitution qui fait de «notre régime ni tout à fait présidentiel, ni tout à fait parlementaire» tente de justifier notre interlocuteur. C'est dire que la révision de la Constitution n'est plus qu'une question de temps. Et tous

les regards sont d'ailleurs désormais braqués sur «le très important discours à la nation que prononcera le président à l'occasion du 46<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance». Bouteflika annoncera-t-il à l'occasion cette fameuse révision de la Constitution ? «Ce n'est pas exclu», se suffit de répondre notre source. Mais ce qui reste certain est que Bouteflika et son entourage sollicitent, dans le plus grand secret, les plus grands juristes et spécialistes de la Constitution avec une seule et unique consigne : «imaginer» la meilleure formule à même de permettre une révision de la Constitution sans passer par la voie référendaire. Et le moins que l'on puisse dire est que les résultats restent pour le moment «en deçà» des espérances présidentielles !

K. A.

## ÉCARTEMENT DE BELKHADEM DE LA CHEFFERIE DU GOUVERNEMENT

### Echec personnel aux conséquences partisans

**En décidant, lundi, de manière quasi impromptue, de démettre Abdelaziz Belkhadem de sa fonction de chef du gouvernement, le président Bouteflika lui a-t-il signifié sa disgrâce ou bien l'a-t-il juste affranchi d'une charge pour qu'il puisse assumer au mieux une mission politique d'importance, la campagne pour la révision constitutionnelle, en somme ? Dans un cas, comme dans l'autre, le FLN souffrira assurément de ce que la majorité électorale qu'il détient ne lui assure nulle position exécutive durable.**

**Sofiane Aït Iflis- Alger (Le Soir)**- Preuve irréfutable en est ce jeu de rôles auquel le président de la République soumet Belkhadem et Ouyahia, sans que ni l'un, ni encore moins l'autre ne trouvent l'exercice politiquement éprouvant.

En 2006, Ahmed Ouyahia, alors chef du gouvernement, fut contraint, sous une forte pression politique exercée par le FLN qui le menaça même d'une motion de censure parlementaire, de libérer le «strapontin» au profit de Abdelaziz Belkhadem.

Ce dernier, qui n'avait eu de cesse de réclamer la chefferie du gouvernement pour son parti, le FLN, détenteur de la majorité électorale, a vécu alors sa promotion comme une consécration logique mais surtout légitime.

A raison, au demeurant, car quoi de plus normal, en effet, qu'un parti majoritaire tienne les rênes de l'exécutif ? Le FLN, dès lors que son allié mais néanmoins

rival, le RND, est remis à sa place et confiné dans son rôle de force politique d'appoint, fera, en solo, depuis, étalage de sa velléité de forcer le destin de la nation, en emplissant l'espace politique de sa revendication d'amendement constitutionnel devant permettre au président Bouteflika de renouveler son bail pour le palais d'El-Mouradia.

Happé par cette frénésie politique et obnubilé par la perspective d'un lendemain encore meilleur, le FLN ne doutait pas un seul instant qu'il pouvait un jour se voir ordonner, à son tour, de se soumettre sans rechigner au jeu de rôles.

C'est fait désormais depuis lundi. Abdelaziz Belkhadem a été invité à vider ses tiroirs et faire place à Ahmed Ouyahia. Personnellement, il aura à se consoler d'une nomination en qualité de ministre d'Etat, représentant personnel du président de la République. Au plan partisan,

en revanche, il n'y aura pas véritablement de motif à consolation. La déception au sein du parti est d'ailleurs à peine contenue. En témoigne la déclaration du chargé de la communication, Saïd Bouhadja qui, lundi, juste après l'annonce officielle de la fin de fonction de Belkhadem à la tête de l'exécutif, s'est avisé d'atténuer l'onde de choc que la nouvelle induirait sur les militants et structures du parti.

«On attendait ce changement. Belkhadem nous en a informés depuis quelques jours. A présent, il (Belkhadem, ndr) s'est libéré et va se consacrer au parti dans la perspective des prochaines échéances politiques importantes», a-t-il déclaré, en effet, à *El Khabar*.

Ce propos donne à comprendre que Belkhadem ne vivrait pas son remplacement par Ouyahia comme une déchéance mais comme un soulagement. Peu, très peu vraisemblable. D'autant qu'on a jamais entendu Belkhadem se plaindre d'une difficulté à assumer les deux charges : le secrétariat général du FLN et la chefferie du gouvernement.

Au contraire, Belkhadem disait toujours porter les deux casquettes avec aisance. Et s'il était à l'aise de porter les deux casquettes, sera-t-il mieux portant,

politiquement parlant, maintenant qu'il a perdu l'une ? Rien n'est moins sûr. Jusque-là, la fonction de chef du gouvernement confortait Belkhadem dans sa position de responsable de parti, du moins le prémunit-elle contre les vents de fronde que le FLN couve plus qu'aucun autre parti.

On se rappelle toutes les turbulences que le FLN a eu à connaître par le passé. Des turbulences plus exacerbées à chaque fois que le responsable du parti essuie un revers. Et celui essuyé par Belkhadem en ce lundi caniculaire n'est pas des moindres.

Il ne serait peut-être pas encore remis de sa surprise qu'en sourdine, les armes s'affûtent. Les adversaires de Belkhadem au sein du parti auront cette fois l'avantage de l'argument... et du reproche. Ils lui reprocheront, ne serait-ce que cela, de n'avoir pas su se maintenir dans sa fonction institutionnelle prépondérante. Saura-t-il se défaire de l'adversité ? Il aura certainement fort à faire.

Car il subira l'effet des vents contraires même dans le cas où véritablement Bouteflika lui confiera la mission de mener campagne pour la révision constitutionnelle et lui préparer le terrain pour un autre mandat.

S. A. I.

## BOUMERDÈS

### Attentat de desperados

Cet attentat survient au lendemain de la visite du ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Noureddine Moussa, venu à Zemmouri remettre les clefs aux acquéreurs des logements AADL.

Par ailleurs, le choix de l'heure de cet attentat est probablement un défi lancé aux services de sécurité qui ont déployé ces dernières semaines de grands efforts pour sécuriser cette commune balnéaire. Des efforts qui ont eu un résultat fort probant.

En effet, à la suite d'une embuscade tendue par les forces de l'ANP dans la nuit du lundi au mardi de la semaine écoulée, un émir activant pour le compte de la seriat de Zemmouri a été éliminé et un autre terroriste capturé. Selon des sources sécuritaires, Tadjer Mohamed alias Moh Jack était émir du groupe chargé du financement. Il s'occupait avec ses complices des prélèvements de l'impôt islamique, du racket et des kidnappings.

C'est le principal pourvoyeur de financement des terroristes et des réseaux de soutien des localités de Zemmouri, Si-Mustapha, Leghata et l'est de la ville de Boumerdès. L'élimination de cet élément important dans l'organisation locale, aurait fait très mal à cette seriat d'autant plus que Moh Jack avait des ramifications tribales et familiales avec les frères Hadjerès.

Ces derniers ont la réputation de régenter, par leur nombre et par leur férocité, le groupe terroriste de Zemmouri. Les Hadjerès et la famille de Moh Jack sont originaires d'une ville des Hauts-Plateaux.

L. H.

## Un ancien patriote assassiné à Zemmouri

Un ancien patriote de la ville de Zemmouri a été assassiné par des individus armés. L'attentat a été perpétré hier vers 14h30 dans une quincaillerie du centre-ville où travaillait la victime, K. Abdelkader, âgé de 35 ans.

Selon nos informations, il s'agirait de deux jeunes à pied qui auraient commis ce crime et qui activeraient pour le compte de la seriat locale, affiliée à la katibat El Arkam, laquelle fait partie des structures locales d'Al-Qaïda Maghreb.

L. H.

## LE III<sup>e</sup> CONGRÈS ORDINAIRE DU RND S'OUVRE AUJOUR'HUI

### Simple formalité pour Ouyahia

**C'est le congrès d'un parti au pouvoir qui s'ouvre aujourd'hui à El-Aurassi. Le 3<sup>e</sup> congrès ordinaire du Rassemblement national démocratique ne sera qu'une simple formalité pour un Ahmed Ouyahia fraîchement réhabilité à la tête de l'exécutif.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Qui l'eût cru ? Même les plus proches collaborateurs au sein du RND ne s'attendaient pas à revoir «Si Ahmed» reprendre la chefferie du gouvernement. C'est que l'homme revient de loin. En mai 2006, Ouyahia sort par la petite porte et se voit remplacer par le secrétaire général du Front de libération nationale, Abdelaziz Belkhadem. Libéré de lourdes responsabilités, il se consacre exclusivement à son parti.

C'est que, là aussi, la tâche est rude. D'apparence paisible, le RND est une formation composée d'une multitude de courants. Conduit par Abdelkader Bensalah, le «groupe de l'ouest» est certainement le plus actif et le plus puissant. On estime que ce groupe est très proche de Abdelaziz Bouteflika. Durant des mois, Ahmed Ouyahia s'est attelé à éviter ses coups de boutoir. Cependant, au mois de novembre dernier, à l'occasion de l'adoption

de la loi de finances par le Sénat, Abdelkader Bensalah placera le secrétaire général du RND devant le fait accompli en soutenant ouvertement un troisième mandat en faveur de Bouteflika.

«Où étions-nous et où en sommes-nous aujourd'hui ?! Qu'on se rappelle cela et qu'on se dise, au-delà de tout : faut-il que nous fassions un choix autre que celui que nous avons fait il y a de cela huit ans ?» Le président du Conseil de la nation se prononcera alors pour un «changement dans la continuité». Il faudra attendre la fin du mois de janvier pour qu'Ouyahia

annonce officiellement et ouvertement son soutien à Bouteflika et au projet de révision constitutionnelle censé lui assurer un troisième mandat. «Cette décision est le fruit d'une conviction stable des militants de base du RND», lancera-t-il à l'occasion de l'installation de la commission de préparation du 3<sup>e</sup> congrès ordinaire. Il est bien évident que l'enfant du système n'allait pas se lancer à l'encontre de la toute-puissante volonté présidentielle. Les prémices d'une réhabilitation ne tarderont pas à poindre. A la surprise générale, Ahmed Ouyahia est désigné par Bouteflika en quali-

té de représentant personnel lors de rencontres de chefs d'Etat. Ce nouveau statut lui permettra de renforcer ses positions au sein de sa formation politique. «Ahmed Ouyahia a la stature d'un homme d'Etat. D'ailleurs, c'est la première fois depuis l'indépendance qu'une même personne est nommée à trois reprises au poste de chef du gouvernement», explique Miloud Chorfi, le porte-parole du RND. Ouyahia dispose, donc, d'un week-end pour faire le «ménage» au sein de son parti. Avant de se consacrer à un pays plongé dans la crise.

T. H.